

Les crédits

nécessaire afin qu'on puisse construire 5 000 logements coopératifs au cours des cinq prochaines années.

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, je note que la motion viserait à retirer quelque 1,883 milliard de dollars du budget des dépenses de l'habitation. Je me demande si le député n'a pas compris que presque tout cet argent, soit au moins 1,7 milliard de dollars, a été dépensé avant même que le gouvernement n'établisse son budget des dépenses, pour respecter l'engagement qu'il avait pris de régler la note pour quelques-uns des 6 000 logements par an que le précédent gouvernement avait fait construire sans jamais les payer.

C'était là un excellent programme de la part du précédent gouvernement: faire construire des maisons sans jamais les payer. Tout à crédit. Au cours des 30 ou 35 prochaines années, nous devons payer pour ces maisons construites à crédit à intérêt composé.

Pense-t-il vraiment qu'il s'agissait là d'un excellent programme? Pense-t-il vraiment que nous devrions nous dérober à cette obligation, comme nous y invite sa motion? Peut-être préférerait-il la retirer entièrement, parce qu'elle est tout à fait sottée?

S'il croit vraiment au domaine de l'habitation et s'il tient vraiment à ce que le ministre fasse quelque chose, il voudra sûrement retirer sa motion. Qu'advierait-il si nous disions à nos créanciers que nous refusons d'honorer nos factures? D'après le député, qu'advierait-il? Nous ne construirions plus rien.

Le député voudra sûrement retirer sa motion.

M. Fontana: Monsieur le Président, le député devrait se rendre compte que la Chambre n'est saisie d'aucune motion invitant le gouvernement à ne pas dépenser ces quelque 1,8 milliard de dollars. Ce que nous avons dit, c'est qu'ils ne correspondent pas aux besoins véritables des Canadiens. C'est le ministre lui-même qui a présenté la motion concernant ce 1,883 milliard de dollars.

M. Blenkarn: Non, monsieur: «Il est par les présentes donné avis d'opposition. . .»

M. Fontana: Oui, évidemment, j'ai déjà expliqué en quoi consistait notre opposition. C'est ce chiffre qui ne correspond pas aux besoins véritables des Canadiens.

Je suis sûr que le député de Mississauga-Sud préférerait contraindre les centaines de milliers de pauvres qui, chez nous, n'ont pas les moyens de s'acheter une maison, à habiter une cage d'escalier. . .

Le président suppléant (M. Paproski): Le temps consacré aux questions et commentaires est maintenant écoulé.

[Français]

M. Allan Koury (Hochelaga—Maisonnette): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole ce soir devant cette Chambre sur un sujet qui touche un grand nombre de nos compatriotes qui attendent de l'aide du gouvernement.

Je veux parler des individus, des familles et des personnes âgées à la recherche de logements abordables, des gens qui attendent de l'État ce que la plupart de nous considèrent comme allant de soi; des gens qui, comme nous tous, aspirent à une vie décente et digne; des gens qui, sans aide, devront faire des sacrifices inouïs pour leurs enfants, pour qu'ils aient un toit au-dessus de leur tête, des gens qui, sans aide, risquent de ne pas même pouvoir faire des sacrifices et seront privés d'un foyer.

Tous les jours, on vient dire au Parlement que telle industrie, de telle province, de telle ville a besoin d'aide. Tous les jours, le gouvernement explique comment il départage les besoins concurrents et quelle stratégie il met en oeuvre. Sous bien des rapports, la situation d'une mère seule à la recherche d'un logement décent pour ses enfants ressemble à celle de quelqu'un qui a perdu son emploi ou sa résidence.

Il y a aussi bien des analogies entre une personne âgée aux prises avec les augmentations de loyer et un travailleur qui gagne peu et ne parvient pas à rejoindre les deux bouts. Ce que les personnes ont en commun, c'est le besoin qu'elles ont d'un gouvernement qui se soucie d'elles.

Monsieur le Président, moi et mes collègues compatissons au sort de ces personnes. Nous sentons le besoin de leur tendre la main et nous le faisons, mais pas autant que nous le voudrions.

• (2010)

Cela nous met en colère. En colère, parce que, avec toutes les ressources dont dispose notre grand pays pour aider ceux qui vivent des situations difficiles, le gouvernement de tous les Canadiens doit restreindre ses dépenses,